

L'armée américaine après l'Irak

Eliot A. Cohen

DANS **CRITIQUE INTERNATIONALE** 2006/2 n^o 31 , PAGES 9 À 21
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1290-7839

ISBN 2-7246-3055-8

DOI 10.3917/crii.031.0009

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2006-2-page-9?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Contre-jour

L'armée américaine après l'Irak

par Eliot A. Cohen

Les institutions sont comme les personnes, elles se voient rarement telles que les autres les voient. Pourtant, à la veille de la seconde guerre en Irak, la représentation que l'armée américaine avait de ses forces et de ses faiblesses était partagée à bien des égards par les observateurs extérieurs à l'armée, aux États-Unis comme à l'étranger : premièrement, elle était faite pour le conflit de haute intensité et non pour se battre contre des armées irrégulières ; deuxièmement, et cela est lié, elle tolérerait mal les situations ambiguës et les objectifs de guerre mal définis ; troisièmement, ni elle ni la société américaine dans son ensemble n'étaient prêtes à accepter des pertes humaines substantielles.

Ces convictions s'enracinaient dans une certaine vision de son histoire longue, sorte de version simplifiée de la thèse soutenue par l'historien Russell Weigley dans son livre magistral, *The American Way of War*¹. Selon cette vision, les qualités traditionnelles de l'armée étaient celles d'un Ulysse S. Grant, général de la guerre civile : énergie, acharnement et concentration. Ses points forts et son style de guerre étaient, comme pour la société en général, ceux qui s'étaient manifestés durant la seconde guerre mondiale, à savoir la capacité d'une mobilisation massive de la puissance nationale dans toutes ses dimensions en vue d'un objectif simple : la reddition inconditionnelle de l'ennemi.

Ces convictions se fondaient également sur une lecture consensuelle de deux guerres plus récentes, celle du Vietnam et celle de 1991 en Irak, lecture qui relevait davantage de la parabole que de l'histoire. Selon l'interprétation partagée par les élites civiles et militaires du pays, l'échec vietnamien avait été la conséquence d'une confusion des objectifs, d'une ingérence excessive des civils et d'une carence de la volonté populaire. C'est de là que procédait la « doctrine Weinberger », formulée en 1984 par le ministre de la Défense de l'époque, Caspar Weinberger, lors un discours prononcé devant le National Press Club.

1. Russell Weigley, *The American Way of War: A History of United States Military Strategy and Policy*, Bloomington, Indiana University Press, 1973.

Weinberger y énonçait six règles fortement restrictives (et, à certains égards, contradictoires) devant encadrer l'usage de la puissance militaire. Ces règles ont constitué l'orthodoxie militaire pendant près de vingt ans. Le porte-parole le plus éminent de cette doctrine au sein de l'institution, le général Colin Powell, a d'ailleurs été l'attaché militaire de Weinberger. Vue sous cet angle, la première guerre en Irak constitue une remarquable réussite puisqu'elle s'est caractérisée par une autorité civile forte mais qui a su garder ses distances tout en prodiguant à son armée les directives simples, les objectifs clairs et les ressources généreuses nécessaires au plein rendement de ses capacités en matière de guerre classique.

Tel est donc le moule dans lequel se sont coulées les décisions civiles et militaires des années 1980 et 1990, même lorsque les États-Unis se sont engagés dans des conflits limités ou ambigus comme à Panama, en Yougoslavie, en Haïti ou en Somalie. On comprend dès lors les réticences de l'armée avant chacune de ces interventions, fussent-elles commandées par la logique de la politique internationale, ainsi que les débats intenses auxquels elles ont donné lieu. Ce mode de pensée a notamment marqué en profondeur les conseils prodigués par l'armée aux présidents Bush, Clinton et Bush Junior, et qui pourraient se résumer de la façon suivante, à quelques variantes près : « N'y allez pas. Et si vous êtes absolument convaincu qu'il faut y aller, alors que ce soit avec une force massive, pour des objectifs très limités, et en vous demandant dès que possible comment vous repartirez ».

Malheureusement, cette interprétation était fautive, tant en ce qui concerne le passé que les événements plus récents. La tradition militaire américaine est beaucoup plus diversifiée que ne l'imaginent les Américains eux-mêmes. On trouve notamment dans cette tradition une guerre contre-insurrectionnelle, longue et victorieuse (aux Philippines), ou encore une guerre d'usure (stratégie « fabienne »²), consistant à éviter tout affrontement général tant que les conditions ne sont pas clairement favorables (Washington durant la Révolution). Le stéréotype courant a transformé en un monolithe une série d'institutions qui en réalité ressemblent beaucoup plus à des confédérations de tribus : dans l'Armée de terre, pour ne prendre qu'un exemple, il existe d'énormes différences entre les combattants atypiques des Forces spéciales et ceux de l'armée classique ; à l'intérieur de celle-ci, un monde sépare la 82^e division aéroportée, extrêmement agressive, de la très modérée 10^e division de montagne ; sans parler des différences entre forces lourdes et

2. Fabius, en évitant l'affrontement avec les armées d'Hannibal, réussit à épuiser son adversaire tout en laissant à Rome le temps d'accumuler les ressources nécessaires à sa victoire. Le parallèle fréquent avec la tactique des Américains pendant la guerre d'Indépendance n'est pas tout à fait exact mais il est instructif.

forces légères. Et tous ces corps sont à leur tour à des distances sidérales, du point de vue de la culture militaire, des Marines et de leur riche héritage de guerre contre-insurrectionnelle.

Si on les considère d'un point de vue moral, les caractéristiques de la guerre du Vietnam et celles de la première guerre en Irak ne sont pas non plus aussi évidentes que beaucoup le croient. Au Vietnam, il n'y a pas eu seulement ingérence des civils mais aussi, et au moins autant, incompetence des militaires. Par ailleurs, cette guerre extrêmement sanglante a bénéficié durant des années du soutien populaire, et ce bien avant 1968 ; et si ce soutien s'est finalement transformé en lassitude, c'est plus par exaspération de ne voir poindre aucun progrès que par écoeurément du sang versé. Au demeurant, l'histoire de la guerre du Vietnam n'est pas uniquement une suite d'échecs : le programme CORDS (*Civil Operations and Revolutionary Development Support*), par exemple, a réussi à tisser ensemble renseignement, développement civil et opérations militaires pour pacifier toute une partie du Sud³. Et n'oublions pas que ce qui a fait tomber le Vietnam du Sud, ce n'est pas une insurrection mais une invasion classique. À l'inverse, le succès de la première guerre en Irak n'a pas été aussi brillant qu'on le prétend. Les objectifs de guerre apparemment clairs, que le président Bush a exposés au début des opérations, ne l'étaient en réalité pas du tout : la guerre a-t-elle vraiment « assuré la sécurité et la stabilité dans le golfe Persique » ? Était-il sérieux de se fixer comme objectif de « garantir la sécurité des citoyens américains » après que Saddam Hussein eut libéré ses otages américains et européens ? L'autosatisfaction qui s'étalait dans les rapports du gouvernement et de ses chefs militaires est apparue bien vaine une décennie plus tard, alors que Saddam Hussein était toujours au pouvoir, se montrait toujours aussi intraitable et assassinait ses opposants chiites et kurdes.

Aussi erronée fût-elle, cette vision de la guerre et de l'armée américaine a imprimé sa marque sur la campagne en Irak de 2003 : celle-ci a été en effet violente, rapide, *high tech* et parfaitement réussie en ce qui concerne le premier objectif qui était de faire tomber le régime. Mais que dire de la guerre qui a suivi la guerre ? Certes, il existait un plan pour empêcher que se reproduisent les sabotages commis lors de la première guerre (on craignait en particulier que les installations pétrolières irakiennes ne fussent détruites comme l'avaient été les puits koweïtiens en 1991) ; et l'on avait prévu des opérations humanitaires de protection des réfugiés, notamment en constituant des stocks de tentes, de rations alimentaires et de matériel de purification de l'eau. Mais il est incontestable que l'armée ne s'était pas préparée à affronter une insurrection. Plus

3. Pour une analyse fournie par un excellent officier du renseignement contre-insurrectionnel, voir Stuart A. Herrington, *Silence Was a Weapon: The Vietnam War in the Villages*, San Francisco, Presidio, 1982.

généralement, elle ne s'était pas préparée à la tâche de gouverner un pays réduit en miettes par des décennies de tyrannie et de conflit chronique et par une décennie de sanctions économiques.

Comment l'armée s'est-elle adaptée à la situation ? Que nous apprend sur elle-même sa gestion de l'après-guerre ? Et quelles conséquences cette gestion aura-t-elle ?

Il est indéniable qu'au début l'on n'a pas su faire face convenablement à la rébellion. Dès avant la guerre, les planificateurs civils et militaires se sont divisés sur les effectifs jugés nécessaires à l'occupation de l'Irak, l'affrontement le plus marquant opposant le général Eric Shinseki, chef d'état-major de l'Armée de terre, à ses supérieurs civils, le ministre de la Défense Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz. Mais ces différends, qui s'ajoutaient à des antipathies personnelles et à des tensions préexistantes relatives à des questions sans lien avec l'Irak telles que les programmes d'achat de l'armée ou sa réforme, ne suffisent pas à expliquer ce qui s'est passé à la fin des hostilités proprement dites, au printemps 2003.

Les forces américaines ont traversé l'Irak au pas de charge sans s'attendre à devoir assumer des opérations de gouvernance. Elles jugeaient probable une brève période de travail humanitaire mais elles n'étaient pas formées aux tâches d'occupation ni à la répression de violences résiduelles. Elles n'ont pas fait tout ce qu'elles auraient dû pour protéger des lieux importants tels que ministères, grandes universités, bâtiments culturels et sites archéologiques, et si elles se sont montrées généreuses envers une population dont les sentiments étaient mitigés, elles ne disposaient d'aucun plan global de protection et d'encadrement des civils. Tout cela reflétait non seulement l'attitude des dirigeants politiques, mais aussi les choix du chef des forces américaines, le général Tommy Franks : la « Phase IV », comme l'ont appelée les planificateurs, est loin d'avoir bénéficié de la même attention que les trois premières, à savoir les phases de mobilisation, de déploiement et de combat.

Le problème s'est encore aggravé avec la décision de créer une double chaîne de commandement qui placerait une Autorité provisoire de la coalition, civile, dirigée par l'ambassadeur Paul Bremer, et un commandement militaire (*Joint Task Force 7*) sous la responsabilité du général de division Ricardo Sanchez. Tous les événements qui ont suivi ont été marqués par cette décision. C'est un principe classique de la guerre contre-insurrectionnelle que de lier de façon étroite l'autorité civile et l'autorité militaire. Les Français l'avaient appliqué en Afrique du Nord aux XIX^e et XX^e siècles ; les Britanniques l'ont repris en Malaisie occidentale dans les années 1950 (où ces deux autorités se sont trouvées réunies en la personne du maréchal Gerald Templer) ; et les Américains aux Philippines au début du XX^e siècle. En Irak, les deux administrations sont

rapidement devenues antagoniques et cela a entraîné de nombreuses difficultés. En outre, aucun des deux responsables n'était fait pour ce type de guerre, alors même que chacun était tout à fait compétent dans son domaine : Bremer, diplomate tout en finesse, brillant mais fragile, et Sanchez, soldat impassible et dépourvu d'originalité, n'ont jamais formé un véritable tandem, et leur antipathie réciproque a donné le ton aux rapports qu'ont entretenus leurs personnels respectifs. Eux aussi se sont très vite cordialement détestés. La combinaison d'un dispositif mal conçu et de chefs mal choisis a été désastreuse.

N'ayant pas préparé l'occupation qui allait suivre les combats dans ce pays difficile, les Américains n'ont donc pas non plus réfléchi à un plan d'administration militaire puis de transition vers un gouvernement national. À cet égard, il existait différents points de vue parmi les responsables politiques, certains préconisant l'installation au pouvoir de protégés des États-Unis, d'autres préférant une période de tutelle prolongée, d'autres encore, le lancement rapide d'un processus de démocratisation. Cette grande incertitude a imprimé sa marque sur toutes les autres décisions. L'une des plus lourdes de conséquences a été la méthode choisie pour démanteler l'armée irakienne et créer de nouvelles forces de sécurité. Il est exact, comme l'ont affirmé certains responsables de l'opération, que l'armée irakienne s'était en partie démantelée d'elle-même ; du moins la plupart des conscrits chiites étaient-ils rentrés chez eux. Mais les Américains n'ont pas suffisamment pris la peine de retenir, fût-ce temporairement, le corps des officiers, largement sunnite. Les responsables américains civils et militaires ont consacré leurs efforts à une tâche mal conçue de construction d'une nouvelle armée irakienne, orientée avant tout vers la défense extérieure mais qui ne pouvait pas s'éloigner beaucoup de ses bases et qui n'était préparée ni physiquement ni psychologiquement à la contre-guérilla. En ce qui concerne la sécurité et la protection des civils, ils ont cru pouvoir s'appuyer sur la police, mais ils n'avaient pas compris qu'en Irak celle-ci n'avait jamais joué un bien grand rôle dans ce domaine et que, s'ils étaient nombreux, ses effectifs étaient également mal entraînés et mal équipés. La création d'un corps irakien de défense civile, de dimension modeste et recruté au petit bonheur, a constitué la seule tentative visant à mettre sur pied une force paramilitaire en vue d'affronter un mouvement insurrectionnel. Pour couronner le tout, l'entraînement de ces hommes a été confié en grande partie à des entreprises privées. En fait, les militaires américains préféraient pourchasser les rebelles eux-mêmes ; si beaucoup d'entre eux se plaisaient à citer la fameuse maxime de T. E. Lawrence, « Mieux vaut laisser les Arabes faire cela plus ou moins bien plutôt que de le faire nous-mêmes parfaitement », ils étaient encore plus nombreux à ne pas la mettre en pratique. Quant aux dirigeants politiques, ils se sont sans doute dit que dans

la mesure où l'« externalisation des tâches » de gestion de la défense donnait généralement satisfaction, il n'y avait pas de raison de ne pas sous-traiter également les tâches concernant la protection et la sécurité.

Ces erreurs initiales – qui allaient être suivies de bien d'autres – s'expliquent par les mauvaises décisions qui ont été prises au sommet, par les difficultés inhérentes à la situation locale, mais aussi par le fait que l'armée se considère avant tout comme ayant vocation à mener des guerres de type classique. En 2003, ses manuels de contre-insurrection étaient des rééditions à peine mises à jour de livres rédigés dans les années 1960 sur la base de l'expérience vietnamienne. Peu avant l'invasion de l'Irak, l'Armée de terre a même décidé de fermer son « Institut des opérations de maintien de la paix et de la stabilité » au sein de l'école de guerre – décision sur laquelle elle a dû revenir ensuite, non sans un certain embarras.

De l'invasion à l'insurrection

Après ces débuts peu prometteurs – qui rappelleront certainement des souvenirs aux lecteurs européens, en particulier français – comment l'armée des États-Unis s'en sort-elle en Irak ? La réponse est : mieux qu'on ne pourrait le penser.

Peu avant son suicide forcé en 1944, Erwin Rommel a écrit dans les notes qu'il prenait en vue d'un livre : « Ce qui était étonnant, c'était la vitesse à laquelle [les Américains] s'adaptaient à la guerre moderne. Ils y étaient aidés par leur sens extraordinaire du pratique et du concret, et par leur totale absence de vénération pour la tradition et le fatras théorique »⁴. Fondamentalement, cela reste vrai, et c'est un peu ce qui se passe en Irak. Comme ils l'ont déjà fait si souvent, et comme le font beaucoup d'armées la plupart du temps, les Américains ont pataugé au début. Mais ils se sont repris.

Commençons par le formidable appareil apporté sur place. Du point de vue matériel, l'opération était d'une ampleur inimaginable pour à peu près n'importe quelle autre armée, tant en termes de quantité d'hommes et de machines que de logistique et de capacité à déplacer et à déployer ces forces. Mais la qualité remarquable des soldats, des gradés et des officiers a joué un rôle tout aussi important. La plupart d'entre eux avaient déjà participé à des opérations de maintien de la paix dans les Balkans ou en Somalie. Si les manuels de doctrine étaient tristement dépassés, l'expérience pratique, elle, ne l'était pas. En outre, il y avait, parmi les officiers des rangs les plus élevés,

4. Basil Henty Liddell Hart (ed.), *The Rommel Papers*, New York, Harcourt, Brace & Co., 1953, p. 521-522. Traduit en français sous le titre *La guerre sans haine*, Paris, Amiot-Dumont, 1952-1953.

plusieurs personnalités exceptionnelles tant par leurs connaissances que par leurs capacités. David Petraeus, à l'époque général de brigade et commandant de la 101^e division aéroportée, est titulaire d'un doctorat de science politique de Princeton et a une longue expérience des Balkans. Son homologue à la tête de la 1^{ère} division de Marines, le général de brigade Jim Mattis, possède une bibliothèque personnelle de 7 000 volumes d'histoire militaire qu'il a longuement étudiés⁵.

Ces deux hommes, et d'autres encore, ont travaillé de façon remarquable et ont obtenu des résultats exceptionnels. Ainsi, lorsque le général de brigade Peter Chiarelli – ancien chargé d'enseignement au Département de sciences sociales de l'académie militaire de West Point, comme Petraeus – a pris le commandement de la 1^{ère} division de cavalerie à Bagdad, il a fait exécuter par son état-major une carte des actes terroristes perpétrés contre les sites et les services publics. Ayant constaté une corrélation entre la fréquence de ces attentats et le mauvais état local des égouts, des canalisations et du réseau électrique, il s'est efforcé d'améliorer les conditions de vie des résidents ; très vite, les renseignements sur les rebelles ont afflué et la violence a décliné⁶. Dans le même registre, l'expérience balkanique a été décisive pour des unités comme la 1^{ère} division blindée, qui a réussi à maîtriser le soulèvement de Sadr en ayant recours à un usage modéré de la force.

La première remarque qui s'impose est donc que les performances de l'armée américaine en Irak varient énormément en fonction des qualités individuelles des chefs et de leurs unités. La plus grande erreur, lorsqu'on évalue une institution militaire, consiste en effet à généraliser à l'excès, à sous-estimer le poids des personnalités et des contingences, et à s'imaginer que l'issue des opérations est déterminée à l'avance. Et cela est particulièrement vrai dans le cas de la rébellion en Irak, qui, bien plus qu'ailleurs, est un agglomérat de circonstances et de phénomènes locaux. Comme le temps dans une zone caractérisée par une multiplicité de microclimats, la guérilla est moins déterminée par des causes générales que par des conditions locales. Et ce sont les officiers qui ont le plus tenu compte de ces conditions qui semblent avoir obtenu les meilleurs résultats.

5. Il existe d'excellentes informations sur J. Mattis dans Bing West, Ray L. Smith, *The March Up: Taking Baghdad with the 1st Marine Division*, New York, Bantam Books, 2003, récit de première main sur la participation de cette division à la première phase de la guerre ; sur la 101^e division aéroportée du général D. Petraeus, voir Rick Atkinson, *In the Company of Soldiers: A Chronicle of Combat*, New York, Henry Holt, 2004. Ces deux livres sont fort utiles pour se faire une idée de ce que sont les meilleurs officiers de l'armée américaine aujourd'hui.

6. Voir Peter W. Chiarelli, Patrick R. Michaelis, « Winning the Peace: The Requirement for Full-Spectrum Operations », *Military Review*, juillet-août 2005, p. 4-17 (<http://www.highbeam.com/library/docfree.asp?DOCID=1G1:135843307&ctrlInfo=Round19%3AMode19a%3ADocG%3AResult&ao=>).

Par ailleurs, s'il prête largement le flanc à la critique pour la façon dont il a conduit la guerre, le gouvernement Bush a procédé à quelques grands changements au cours des deux ans et demi qui se sont écoulés depuis le début de l'intervention. Les dirigeants civils et militaires sur place ont été remplacés, ce qui a eu pour résultat une nette amélioration des relations entre les deux appareils. Le passage du pouvoir aux Irakiens a été accéléré, notamment par la tenue d'une élection qui a mobilisé la majorité de la population. Même les leaders sunnites qui avaient décidé de la boycotter se sont rendu compte qu'ils s'étaient trompés et ont adopté ensuite une attitude plus ouverte quant à leur participation au gouvernement. Après beaucoup de faux départs, on a enfin compris que le développement des forces irakiennes devait être la pièce maîtresse de la stratégie contre-insurrectionnelle : le général Petraeus, gratifié d'une nouvelle étoile, est retourné en Irak avec pour mission de former et d'entraîner les forces de sécurité irakiennes, et ce programme a bénéficié cette fois de toute l'attention qu'il méritait. Les entreprises sous-traitantes ont été remplacées par des officiers instructeurs américains. Là encore, l'armée a compris qu'il ne suffisait pas, pour pouvoir considérer une unité comme convenablement entraînée, que chacun de ses membres ait suivi un stage de six ou huit semaines. Ce qu'elle a appris en traversant des épreuves difficiles, l'armée aurait dû le savoir déjà si elle s'était inspiré par exemple de l'expérience du général Joseph Stilwell instruisant des divisions chinoises durant la seconde guerre mondiale : les unités irakiennes, il allait tout d'abord falloir les préparer à vaincre ; leur donner un équipement convenable en quantité et en qualité, c'est-à-dire comparable – sinon identique – à celui de leurs mentors ; ensuite, des Américains serviraient dans ces unités (cela a déjà commencé) ; enfin, et surtout, la formation d'un encadrement capable de les rendre efficaces prendrait du temps.

À l'heure où j'écris ces lignes, il est impossible de prévoir quelle sera l'issue de la guerre en Irak. D'un côté, la rébellion se poursuit, coalition lâche et mouvante de nationalistes sunnites, d'anciens baasistes, de salafistes locaux et étrangers, de bandes criminelles et, parfois, de dissidents chiïtes, renforcée par des volontaires, des fonds et une certaine coordination en provenance des pays frontaliers, Syrie, Jordanie, Arabie Saoudite et Iran. Son équipement technique ne cesse de s'améliorer et sa détermination dans la cruauté ne faiblit pas. De l'autre, l'exécutif américain paraît décidé – et il l'est – à poursuivre cette guerre jusqu'à son heureuse conclusion, laquelle n'est pas facile à définir, il est vrai. Sans le dire, on est revenu sur les grandes ambitions du début pour l'Irak de l'après-guerre. Désormais, l'objectif, plus raisonnable, est d'instaurer un État unifié mais décentralisé, non exempt de troubles intérieurs mais doté d'une certaine cohésion, avec un gouvernement de type

ouvert, et ménageant des espaces pour ses nombreux groupes ethniques et confessionnels. L'Irak progresse dans cette voie, même si ce n'est pas en ligne droite, avec la création d'un gouvernement transitoire et la rédaction laborieuse d'une constitution. Le Nord kurde et le Sud chiite sont relativement stables ; le Centre sunnite reste en proie à la violence. La production de pétrole et d'électricité a retrouvé à peu près ses niveaux d'avant la guerre. On ne peut tirer aucune conclusion d'un tel tableau, surtout lorsqu'on se souvient qu'une insurrection est toujours une longue affaire. S'il a fallu douze ans aux Britanniques pour venir à bout de la rébellion en Malaisie (dominée, rappelons-le, par une minorité ethnique), il est difficile de se prononcer sur une date en ce qui concerne l'Irak.

En revanche, on peut commencer à poser quelques questions à propos de l'impact de cette guerre sur la puissance militaire des États-Unis et sur leurs forces armées. Certaines ne pourront pas recevoir de réponse tout de suite, mais cela viendra tôt ou tard.

Et après l'Irak ?

La première question est : la guerre en Irak va-t-elle briser l'armée américaine ? Plus précisément, va-t-on voir réapparaître l'armée démoralisée, indisciplinée et à bien des égards inefficace de l'après-Vietnam ? C'est peu probable. Il n'y a pas vraiment de problème grave pour l'Aviation et la Marine, bien dotées en personnel et qui bénéficient largement du quasi-doublement du budget de la Défense depuis le 11 septembre. L'Armée de terre et les Marines devront se préoccuper à terme de renouveler leurs véhicules soumis à rude épreuve en Irak, mais ce sont des affaires qui se traitent dans la durée et l'on est très loin de la crise.

Le vrai sujet d'inquiétude est celui des hommes. Il est beaucoup moins pressant pour les Marines que pour l'Armée de terre qui connaît depuis plusieurs campagnes d'importantes difficultés de recrutement (lequel est déjà tombé à 25 % en dessous des objectifs). La situation est particulièrement difficile pour la Garde nationale, dont les soldats-citoyens sont appelés en grand nombre pour grossir les effectifs en Irak. Beaucoup d'hommes en sont à leur deuxième mission. La formule qui circule est que, si l'on est soldat, c'est que soit on vient de rentrer d'Irak, soit on s'y trouve, soit on se prépare à y aller... Pourtant, le tableau n'est pas complètement sombre. Les taux de rengagement ont même augmenté et se situent au-dessus des objectifs. Le moral sur place est bon dans l'ensemble. Certes, les soldats, et surtout les réservistes, disposent de nombreux moyens de communication qui leur permettent de se plaindre, s'ils le souhaitent, d'être obligés de servir en Irak, mais ce que voient

les visiteurs – délégations parlementaires, chercheurs et experts... – et les journalistes, ce sont surtout de jeunes Américains qui croient à ce qu'ils font et qui, sans être toujours optimistes, ne pensent pas forcément qu'ils agissent pour une cause perdue. Les éléments dont on dispose montrent que, pour l'essentiel, les militaires américains déployés en Irak sont attachés à leur mission et convaincus de son bien-fondé. Il y a plusieurs raisons à cela, entre autres, le fait qu'il s'agit d'une armée de métier, qui accepte donc le combat comme un devoir professionnel, et peut-être, plus profondément, l'impact des attentats du 11 septembre. Les soldats déployés à l'étranger sont convaincus – et peu importe que cette conviction soit généralement partagée ou non, ce qui compte c'est qu'elle existe – qu'ils combattent en Irak contre des ennemis qui, s'ils n'étaient pas vaincus, attaqueraient les Américains sur d'autres terrains, y compris dans leur propre pays. En outre, leur pratique de l'ennemi – notamment l'expérience directe de la cruauté des insurgés, qui exécutent des otages et posent des bombes destinées à estropier ou à tuer des civils, la découverte de salles de torture et de corps mutilés – n'est pas de nature à leur faire douter que la cause pour laquelle ils combattent soit juste.

Les soldats sont très vite absorbés par leurs tâches et occupés à se protéger et à protéger leurs camarades. Cependant, depuis le Vietnam, le soldat américain a également un autre souci : au pays, sa mission doit bénéficier du soutien de l'opinion. Or, si la popularité de la guerre en Irak est en baisse, le sentiment des Américains à l'égard des combattants qui s'y trouvent engagés est toujours aussi chaleureux. Un militaire – et cela va du deuxième classe au général – qui vient de dîner en uniforme dans un restaurant demande sa note et s'entend répondre que des clients d'une autre table ont payé pour lui : de telles histoires ne sont pas rares. Même les adversaires politiques de la guerre et du gouvernement prennent soin de ne dire que du bien des soldats américains. Depuis le traumatisme de la guerre du Vietnam, aucun citoyen américain, qu'il soit démocrate ou républicain, colombe ou faucon, n'aurait l'idée de manifester son hostilité à la guerre et à ses chefs, civils ou militaires, par une malveillance à l'égard des hommes qui doivent mener cette guerre.

Le problème central est donc bien celui du recrutement et du tarissement des ressources humaines. Il est vrai que le déficit de recrutement de l'Armée de terre par rapport à ses objectifs découle en partie, arithmétiquement, de sa décision d'augmenter à terme ses effectifs d'au moins 30 000 personnes. Les plus grandes difficultés concerneront sans doute la Garde nationale et la Réserve, les soldats-citoyens qui les composent ayant assuré jusqu'ici près des deux cinquièmes de l'effectif déployé en Irak. Il est peu probable que l'Armée de terre puisse recruter le nombre qu'elle juge nécessaire de jeunes hommes et de jeunes femmes dans le cadre de ce service militaire non professionnel,

dès lors que cela exige de passer un an ou dix-huit mois en Irak. S'il y a une partie de l'armée américaine qui est en danger, c'est donc la Garde nationale, qui assume des missions décisives à l'extérieur mais aussi à l'intérieur, comme on l'a vu récemment lors du passage du cyclone Katrina.

La capacité à maintenir sur le long terme les effectifs de soldats américains ne va donc pas de soi. Du point de vue quantitatif, il y a des raisons de s'inquiéter, mais en somme il y en a toujours. En attendant, le moral est assez bon, même s'il est soumis à de fortes tensions – les taux de divorce ont plus que doublé dans certaines unités, par exemple – et, pour l'instant, la discipline et l'ardeur au combat semblent se maintenir. C'est vrai aussi en ce qui concerne les normes éthiques. Toute guerre de guérilla est une guerre sale, et celle-ci ne fait pas exception. Le scandale d'Abou Ghraib a horrifié beaucoup d'Américains, et les soldats pas moins que les autres. Mais en gros, il semble que l'armée ait réussi à maintenir sa discipline et ses codes de conduite en dépit des circonstances. Des officiers et des recrues sont passés en cour martiale pour avoir enfreint le droit de la guerre, et si l'armée américaine a probablement tendance à tirer plus vite que d'autres, elle demeure une force remarquablement disciplinée. L'observateur ne détectera certainement pas dans les unités américaines l'effondrement généralisé (par opposition à des incidents ponctuels) des normes militaires que connaissent d'autres armées régulières dans ce genre de conflit.

Enfin, on peut se demander quelles seront les conséquences psychologiques à long terme de cette guerre pour l'armée américaine. C'est la question la plus intéressante mais aussi celle à laquelle il est le plus difficile de répondre. Toute guerre importante produit une génération d'officiers supérieurs (commandants, lieutenants-colonels, colonels) qui vont, pendant un certain temps, façonner leur institution selon le modèle de leur expérience commune. Aux États-Unis, la génération de la seconde guerre mondiale et celle de la guerre du Vietnam ont imprimé leur marque sur les forces armées. Les officiers supérieurs qui étaient sur le terrain au Vietnam (dont le général Colin Powell est l'archétype) sont sortis de cette expérience avec des exigences bien arrêtées : entre autres, un niveau de formation et de préparation professionnelle des soldats beaucoup plus élevé, un intérêt presque exclusif pour le conflit de haute intensité et, bien sûr, une aversion pour toute guerre non déclarée et aux objectifs vagues, comme l'avait été celle du Vietnam. Ils ont pu satisfaire ces penchants parce que la mission qui s'offrait à eux était bien différente de celle dont ils sortaient : cet étrange combat virtuel qu'était la guerre froide.

La « génération Irak » des officiers, de l'Armée de terre en tout cas, ne disposera pas d'une telle perspective, techniquement exigeante mais sans

complication. Lorsqu'ils en auront fini avec cette guerre et qu'ils s'interrogeront sur la suite de leur carrière, il n'y aura pas de mission d'un autre genre pour donner du sens à leur travail et l'orienter. Certes, les institutions peuvent s'accrocher avec une remarquable ténacité à des définitions dépassées de leur raison d'être, mais cela semble peu probable dans le cas qui nous intéresse ici. Reste à savoir si ces officiers sortiront de cette guerre en étant convaincus que ses échecs et ses revers ont été simplement la conséquence des erreurs des autorités civiles, ou s'ils porteront un regard sévère sur les défauts de l'armée qui en ont été partiellement responsables. Les deux, sans doute, à la manière des officiers de la « génération Vietnam », qui, tout en imputant en paroles les échecs américains en Indochine aux erreurs politiques et aux ingérences du pouvoir civil, ont également, beaucoup plus discrètement, apporté à leur institution des correctifs qui étaient autant d'accusations tacites mais vigoureuses portées à l'encontre de ses plus grands chefs. De même, on ne peut pas encore savoir si le corps des officiers de l'armée post-irakienne sera tenté par l'introversion et s'absorbera dans la tâche de redonner vigueur à une Armée de terre trop distendue et affaiblie par ses engagements au Moyen-Orient, ou s'il se tournera plutôt vers l'extérieur pour apprendre à agir dans les guerres de ce monde nouveau où tout – politique, démographie, économie – a changé depuis la guerre froide.

Parmi les reproches adressés à l'armée américaine, qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'extérieur, on retrouve souvent celui d'une obsession de la technologie. Comme la plupart des assertions générales portant sur des organisations complexes, cette critique n'est que partiellement justifiée. La guerre en Irak a effectivement fourni une impulsion à certains secteurs de la technologie militaire – senseurs et véhicules télécommandés pour la guérilla urbaine, véhicules aériens sans équipage, amélioration des équipements de protection individuelle – et c'est une bonne chose. Mais les officiers qui se préoccupent des compétences de leur personnel en langues étrangères, par exemple, sont désormais aussi nombreux que ceux qui aspirent à disposer d'armes plus précises, et les lectures recommandées aux soldats américains envoyés en Irak sont plus souvent des histoires de l'islam, des récits de révoltes arabes ou d'expériences de contre-insurrection dans différentes parties du monde que des manuels techniques.

La première et la plus solide des vérités de la sociologie militaire est qu'à certains égards (pas tous) les armées reflètent les sociétés dont elles sont issues. Les États-Unis sont, aujourd'hui encore, une société jeune, agitée, changeante et adaptable, échaudée mais fondamentalement optimiste, un

carrefour de nombreuses cultures qui se rejoignent dans une forte identité nationale. S'il est vrai que leur armée renouvelle aujourd'hui certaines de ses erreurs passées, il est tout aussi vrai qu'elle s'en corrige et s'en remet plus vite. Mais surtout elle bouge. Et la moindre surprise, dans un monde qui n'en est pas avare, ne sera peut-être pas de constater que les forces armées représentent l'une des sociétés les plus adaptables de la planète. ■

Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou

Eliot A. Cohen est professeur de la chaire d'études stratégiques Robert E. Osgood à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University. Il a publié notamment *Supreme Command: Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime* (qui a reçu le prix Samuel Huntington) (Londres, The Free Press, 2002) ; *Military Misfortunes: The Anatomy of Failure in War* (avec John Gooch) (Londres, Collier Macmillan/New York, Free Press, 1990) et *The Gulf War Air Power Survey*, étude officielle en plusieurs volumes sur la puissance aérienne durant la guerre en Irak de 1991, qu'il a dirigée à la demande de l'Armée de l'air américaine (Washington, DC, USGPO, 1993). Il prépare actuellement un ouvrage consacré au conflit qui a opposé pendant un siècle et demi les futurs États-Unis au futur Canada.